

No. 37024

Multilateral

Western European Union (WEU) Security Agreement. Brussels, 28 March 1995

Entry into force: *28 November 1996, in accordance with article 8 (see following page)*

Authentic texts: *English and French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Belgium, 8 November 2000*

Multilatéral

Accord de sécurité de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Bruxelles, 28 mars 1995

Entrée en vigueur : *28 novembre 1996, conformément à l'article 8 (voir la page suivante)*

Textes authentiques : *anglais et français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Belgique, 8 novembre 2000*

Participant	Ratification and Definitive signature (s)
France	28 Mar 1995 s
Netherlands	29 Oct 1996
Portugal	28 Mar 1995 s
Spain	19 Feb 1996

Participant	Ratification et Signatnre définitive (s)
Espagne	19 févr 1996
France	28 mars 1995 s
Pays-Bas	29 oct 1996
Portugal	28 mars 1995 s

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE SÉCURITÉ DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE (UEO)

Les Hautes Parties Contractantes, ci-après désignées les Parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui font partie intégrante de ce document, ci-après désigné le Traité

considérant les décisions prises par les Hautes Parties Contractantes au Traité établissant l'Union européenne en ce qui concerne la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité communes et la Déclaration relative à l'Union de l'Europe occidentale y incluse;

affirmant que des consultations politiques, une collaboration technique ou industrielle, une coopération et une planification opérationnelle efficaces dans le cadre de missions à caractère humanitaire, d'activités de maintien de la paix et d'opérations de gestion des crises facilitent la réalisation des objectifs du Traité et de la Déclaration susmentionnée;

considérant que les activités axées sur la réalisation de ces objectifs nécessitent l'échange d'informations et de matériels classifiés entre les Parties;

conscientes de la nécessité d'une révision de la résolution relative à la sécurité de l'Union de l'Europe occidentale, adoptée par le Conseil de l'UEO dans le document C(90)53 du 21 mai 1990;

agissant en leur nom et au nom de l'Union de l'Europe Occidentale;

sont convenues de ce qui suit :

Article 1

Les Parties :

1) veillent à la protection et à la sauvegarde des informations et des matériels classifiés des autres Parties;

2) conservent la classification de sécurité établie par une Partie quelconque pour des informations et des matériels émanant d'elle et mettent tout en oeuvre pour assurer la protection de ces informations et de ces matériels en conséquence;

3) s'abstiennent d'exploiter ces informations et ces matériels à des fins autres que celles prévues par le Traité ou les décisions et résolutions qui s'y rapportent;

4) s'abstiennent de communiquer ces informations et ces matériels à des Parties tierces sans l'accord de l'autorité d'origine.

Article 2

En application de l'Article 1 du présent Accord, les Parties créent une organisation et des programmes nationaux de sécurité fondés sur les principes de base et les normes min-

imaux agréés en la matière; ceux-ci doivent être mis en oeuvre dans le cadre des systèmes de protection nationaux, de sorte qu'une norme commune soit appliquée à cet égard.

Article 3

1) Les Parties doivent s'assurer que tout ressortissant qui, dans l'accomplissement de ses fonctions officielles, aurait besoin d'accéder à des informations ou à des matériels classifiés confidentiel ou au-dessus ou pourrait avoir accès à de telles informations, possède une habilitation de sécurité appropriée avant sa prise de fonctions.

2) La procédure d'habilitation doit avoir pour but de déterminer si une personne peut, compte tenu de sa loyauté et de sa fiabilité, avoir accès à des informations classifiées sans constituer un risque pour la sécurité.

3) Sur demande, les Parties se portent mutuellement assistance en ce qui concerne la procédure d'habilitation de sécurité.

Article 4

L'Article 1 du présent Accord porte sur les informations et les matériels classifiés que l'une des Parties communique à une autre ou met à sa disposition ou communique à des organismes subsidiaires du Conseil ou met à leur disposition, et réciproquement.

Article 5

Le Secrétaire général doit s'assurer que les dispositions du présent Accord qui les concernent sont appliquées par les organismes subsidiaires du Conseil.

Article 6

Le présent Accord n'empêche nullement les Parties de conclure des accords bilatéraux à des fins similaires. Il ne modifie en rien les dispositions des accords bilatéraux existants.

Article 7

Le présent Accord annule et remplace la résolution relative à la sécurité à l'Union de l'Europe occidentale adoptée par le Conseil de l'UEO dans le cadre du document C(90)53, du 21 mai 1990.

Article 8

1) Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui forment une partie intégrante de ce document.

2) Le dépositaire du présent Accord sera le Gouvernement de la Belgique.

- 3) Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Accord par :
- a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou
 - b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou
 - c) adhésion.
- 4) Le présent Accord entre en vigueur trente jours après la date à laquelle quatre Etats ont soit signé l'Accord sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
- 5) Pour un Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Accord ou d'adhésion à celui-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet trente jours après la date du dépôt.

Article 9

- 1) Une fois en vigueur, le présent Accord sera ouvert à l'accession d'Etats devenant parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 puis modifié et complété par le Protocole signé à Paris le 23 octobre 1954, ainsi que par les autres Protocoles et Annexes qui font partie intégrante de ce document.
- 2) Pour tout Etat y accédant, l'Accord entrera en vigueur trente jours après la date du dépôt de l'instrument d'accession auprès du dépositaire.

Article 10

Le présent Accord pourra être dénoncé par chaque Partie au moyen d'une notification écrite de dénonciation adressée au dépositaire qui informera toutes les autres Parties de cette notification. La dénonciation prendra effet un an après réception de sa notification par le dépositaire. Toutefois, elle n'affectera pas les obligations contractées et les droits ou facultés acquis antérieurement par les Parties en vertu des dispositions du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les Représentants ci-dessous, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Bruxelles, le 28 mars 1995, en un seul exemplaire, en langues anglaise et française, chaque texte faisant également foi, qui sera versé aux archives du Gouvernement belge, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des autres signataires.

Pour le Gouvernement de la Belgique :

MME BRIGITTE MINART
(Représentant Permanent)

Pour le Gouvernement de la France :

S.E. M. JEAN-MARIE GUÉHENNO
(Représentant Permanent)

Pour le Gouvernement de la Grèce :

S.E. M. ADAMANTIOS VACALOPOULUS
(Représentant Permanent)

Pour le Gouvernement du Luxembourg :

M. JEAN-JACQUES WELFRING
(Représentant Permanent adjoint)

Pour le Gouvernement des Pays-Bas :

M. PETER FEITH
(Représentant Permanent par interim)

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni :

M. ROLAND SMITH, CMG
(Chargé d'affaires)

Pour le Gouvernement de l'Allemagne :

S.E. DR. RÜDIGER HARTMANN
(Représentant Permanent)

Pour le Gouvernement de l'Italie :

S.E. M. FABIO MIGLIORINI
(Représentant Permanent)

Pour le Gouvernement de l'Espagne :

S.E. M. LUIS JAVIER CASANOVA
(Représentant Permanent)

Pour le Gouvernement du Portugal :

S.E. M. ANTONIO MARTINS DA CRUZ
(Représentant Permanent)

[ENGLISH TEXT - TEXTE ANGLAIS]

WESTERN EUROPEAN UNION (WEU) SECURITY AGREEMENT

The High Contracting Parties, hereafter referred to as "the Parties", to the treaty of economic, social and cultural collaboration and collective self-defence, signed at Brussels on March 17, 1948, as modified and completed by the protocol signed at Paris on October 23, 1954, and by the other protocols and annexes forming an integral part thereof, hereinafter referred to as "the Treaty";

considering the decisions taken by the High Contracting Parties to the Treaty establishing the European Union regarding the implementation of a common foreign and security policy and the declaration on the Western European Union thereon;

affirming that effective political consultations, technical and industrial collaboration, cooperation and operational planning within the framework of humanitarian and peace-keeping tasks as well as operations for the purpose of crisis management serve the purpose of achieving the objectives of the Treaty and the aforementioned declaration;

recognizing that the activities aimed at achieving these objectives require the exchange of classified information and related material among the parties;

recognizing the need for a revision of the resolution concerning security within Western European Union adopted by the council of the Western European Union in WEU document C (90) 53 dated 21 May 1990;

acting on their behalf and on behalf of Western European Union Have agreed as follows:

Article 1

The Parties shall: 1) protect and safeguard the classified information and material of the other parties;

2) maintain the security classification established by any party with respect to information and material originating from that party, and make every effort to safeguard such information and material accordingly;

3) not use such information and material for purposes other than those laid down in the Treaty and the decisions and resolutions pertaining to that Treaty;

4) Not disclose such information and material to third Parties without the consent of the originator.

Article 2

Pursuant to Article 1 of this agreement, a national security organization and programmes shall be established by the parties, founded on agreed basic principles and minimum standards of security which shall be implemented in the security protection systems of the parties to ensure that a common standard of protection is applied.

Article 3

1) The Parties shall ensure that all persons of their respective nationality who, in the conduct of their official duties, require or may have access to information or material classified confidential or above are appropriately cleared before they take up their duties.

2) The security clearance procedures shall be designed to determine whether an individual can, taking into account his loyalty and trustworthiness, have access to classified information without constituting a risk to security.

3) Upon request, the Parties shall provide mutual assistance with regard to the security clearance procedure.

Article 4

Article 1 of this Agreement applies to classified information and material disclosed or made available by any party to another party or disclosed or made available by a party to subsidiary bodies of the Council and vice-versa.

Article 5

The Secretary-General shall ensure that the relevant provisions of this agreement are applied by the subsidiary bodies of the Council.

Article 6

This agreement shall not prevent the Parties from entering into bilateral agreements for the same purpose. Existing bilateral agreements shall remain unaffected.

Article 7

This agreement supersedes the resolution concerning security within Western European Union adopted by the Council of WEU in WEU Council document C(90)53 of 21 May 1990.

Article 8

1) This agreement shall be open for signature to the States Parties to the Treaty of economic, social and cultural collaboration and collective self-defence, signed at Brussels on March 17, 1948, as modified and completed by the protocol signed at Paris on October 23, 1954, and by the other protocols and annexes forming an integral part thereof.

2) The depositary of this agreement shall be the Government of Belgium.

3) The States may express their consent to be bound by this agreement by :

a) signature without reservation as to ratification, acceptance or approval;

or b) signature subject to ratification, acceptance or approval followed by ratification, acceptance or approval, or

c) accession.

4) This Agreement shall enter into force thirty days after the date on which four States have either signed the Agreement without reservation as to ratification, acceptance or approval or deposited an instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

5) In respect of any State depositing an instrument of ratification, acceptance or approval of this Agreement or of accession hereto after the conditions governing its entry into force have been satisfied, the ratification, acceptance, approval or accession shall come into effect thirty days after the date of deposit.

Article 9

1) After the entry into force, this agreement shall be open to accession by States becoming a party to the treaty of economic, social and cultural collaboration and collective self-defence, signed at Brussels on March 17, 1948, as modified and completed by the protocol signed at Paris on October 23, 1954, and by the other protocols and annexes forming an integral part thereof.

2) In respect of any acceding State, the agreement shall enter into force thirty days after the date of the deposit of the instrument of accession with the depositary.

Article 10

This agreement may be denounced by any party by written notice of denunciation given to the depositary which shall inform all other parties of such notice. Such denunciation shall take effect one year after receipt of notification by the depositary, but shall not affect obligations already contracted and the rights or prerogatives previously acquired by the Parties under the provisions of this Agreement. IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

DONE at Brussels, this 28th day of March 1995, in a single copy in the English and French languages, each text being equally authoritative, which shall be deposited in the ar-

chives of the Belgian Government and of which certified copies shall be transmitted by that Government to each of the other signatories.

For the Government of Belgium:

Mme Brigitte Minart

(Deputy Permanent Representative)

For the Government of France:

H.E. Mr. Jean-Marie Guéhenno

(Permanent Representative)

For the Government of Greece:

H.E. Mr. Adamantios Vacalopoulos

(Permanent Representative)

For the Government of Luxembourg:

Mr. Jean-Jacques Welfring

(Deputy Permanent Representative)

For the Government of Netherlands:

Mr. Peter Feith

(Permanent Representative ad interim)

For the Government of United Kingdom

Mr. Roland Smith, CMG

(Chargé d'affaires)

For the Government of Germany:

H.E. Dr. Rudiger Hartmann

(Permanent Representative)

For the Government of Italy:

H.E. Mr. Fabio Migliorini

(Permanent Representative)

For the Government of Spain:

H.E. Mr. Luis Javier Casanova

(Permanent Representative)

For the Government of Portugal:

H.E. Mr. Antonio Martins da Cruz

(Permanent Representative)